

Front social / Syndicat des pharmaciens du Gabon (Sypharga)/CNAMGS

Il menace de ne plus servir les assurés

P.M.M
Libreville/Gabon

REUNIS en assemblée générale jeudi dernier, à leur siège de Libreville, les membres du Syndicat des pharmaciens du Gabon (Sypharga) ont échangé sur les problématiques qui minent leur secteur d'activités. En tête de ses difficultés, l'accumulation "inquiétante" des impayés de la Caisse nationale d'assurance maladie et de garantie sociale (CNAMGS) auprès de leurs officines. Les pharmaciens parlent d'"une dette cumulée de plus de 4 milliards de FCFA,

principalement sur le fonds des agents publics (fonds 2), sachant que la convention qui la lie aux pharmacies précise que les règlements de la Caisse doivent intervenir tous les 15 jours...Malgré nos multiples relances auprès de la CNAMGS, la dette ainsi cumulée, ne permet plus aux officines d'honorer leurs charges courantes, et aux grossistes importateurs de commander les médicaments à l'étranger", ont déploré les pharmaciens au travers d'un communiqué parvenu hier à la rédaction de l'Union. Aussi ont-ils décidé de "donner à la CNAMGS un préavis de 10 jours, à compter de ce jeudi 20 juillet, pour le règlement de l'inté-



Photo : Arisfide Moussavou

Le communiqué de presse du Sypharga était signé de son président, Dr Rebienot Pellegrin.

gralité des encours des pharmacies privées. Passé ce délai, l'ensemble des officines conventionnées sus-

pendront le service aux assurés des fonds 2 et 3 (GEF-Gabonais économiquement faibles NDLR- et agents pu-

blics), jusqu'au règlement de l'ensemble de la dette cumulée". Un délai qui arriverait à échéance samedi prochain. Toujours selon le communiqué de presse, la situation des officines est d'autant plus critique qu'au cours de ce conclave, "les importateurs de médicaments présents ont informé l'assemblée du risque de pénurie en médicaments conséquemment aux tensions de trésorerie ressentie sur l'ensemble de la chaîne pharmaceutique". Au sortir de leur réunion, les pharmaciens ont envoyé trois courriers expliquant leurs résolutions respectivement au Premier

ministre, au ministre du Budget, et au directeur général de la CNAMGS. Dans ces courriers, ils souhaitent, "tout en reconnaissant la situation difficile que le pays traverse, que l'Etat fasse un effort, afin de ramener ces encours à la baisse, de façon durable, pérenne et définitive". Enfin, les pharmaciens ont "fustigé le silence assourdissant du gouvernement suite à (leurs) différentes sollicitations, notamment sur les questions restées en suspens lors des dernières négociations sociales et sur la question de la marge des Pharmaciens qui est bloquée depuis 1994, date de la dévaluation du Franc CFA".

Lutte contre le VIH
Vers une baisse de la contribution américaine?



Photo : R.H.A

Le VIH-Sida demeure une problématique majeure à travers le monde.

R.H.A (sce AFP)
Libreville/Gabon

C'EST l'une des interrogations fortes formulées lors de l'ouverture de la conférence internationale de recherche sur le Sida à Paris, hier. Les organisateurs de la conférence, qui réunit la fine fleur de la recherche mondiale jusqu'à mercredi au Palais des Congrès, ont publié une "Déclaration de Paris" pour exprimer leurs craintes, avant même l'ouverture de la réunion. "Pas de fin du VIH sans la recherche et pas de recherche sans des investissements pérennes", proclame ce texte. S'il ne cite pas nommément les Etats-Unis, ce sont bien eux qui sont visés. "Des vies risquent d'être perdues inutilement", s'inquiète la chercheuse sud-africaine Linda-Gail Bekker, présidente de l'International AIDS Society (IAS), qui coorganise la conférence avec l'agence française de recherche sur le sida, l'ANRS. Les Etats-Unis sont historiquement les plus gros contributeurs à la lutte contre le sida, et de loin : ils représentent à eux seuls plus des deux tiers des financements gouvernementaux internationaux. L'an dernier, ils ont consacré 4,2 milliards d'euros à des programmes de lutte contre le sida, très loin devant le Royaume-Uni (645,6 millions) et la France (242,4). Or, le président Donald Trump propose de réduire ces dépenses dans le

budget 2018, actuellement en discussion au Congrès, évalué à un milliard environ de dollars par l'ONG américaine Health Gap. Il faut "réduire les financements de plusieurs programmes de santé, dont certains concernent le sida, en considérant que d'autres donateurs devraient augmenter leur contribution", a écrit Trump en mai dans un projet de budget. Si elles sont adoptées par le Congrès, ces coupes priveront 830.000 patients, essentiellement africains, d'antirétroviraux, traitements qui empêchent le développement du virus, estime la Kaiser Family Foundation. Elles entraîneront en outre 200.000 nouvelles infections, prévoit cette organisation américaine à but non lucratif spécialisée dans les politiques de santé. Parmi les coupes envisagées, une baisse de 17% de la contribution américaine au Fonds mondial de lutte contre le sida, la tuberculose et le paludisme. Elle ne se monterait plus qu'à 1,13 milliard de dollars, soit 222 millions de moins qu'en 2017. "Les Etats-Unis représentent environ un tiers du financement total du Fonds mondial, donc une baisse de 17% de leur contribution serait vraiment un coup de tonnerre", craint Alix Zuinghedau de Coalition Plus, un regroupement d'associations de lutte contre le sida. L'an dernier, 36,7 millions de personnes vivaient avec le VIH et plus de la moitié (19,5) avaient accès aux traitements.

INGELEC, votre fournisseur partenaire

Original
Prix
Sécurité

ingelec
www.ingelec.com